

*Publié le 14 janvier 2022*

## Mali : la France doit revenir aux fondamentaux

*Nous sommes en train de perdre la guerre du Mali parce que nous avons oublié les fondamentaux : ceux de la situation géopolitique de l'Afrique et ceux de la guerre contre-insurrectionnelle.*

Avant toute réflexion sur la situation de la France au Mali, il convient d'avoir en tête **deux fondamentaux** :

– Le premier, c'est **la situation géopolitique de la France par rapport à l'Afrique**. Elle est simple : dans trente ans, l'Afrique aura 25 % des habitants de la planète. Soit nous y serons et nous resterons peut-être une grande puissance, soit nous n'y serons pas (alors que tous les autres y seront), et nous n'existerons plus. Or nous sommes engagés dans une guerre aux côtés du Mali et d'autres pays de la sous-région. Si nous la gagnons, notre prestige restera élevé, et nous serons en première ligne pour accompagner le développement de l'Afrique, mais si nous la perdons, nos partenaires perdront confiance en nous. Ils se trouveront d'autres «parrains», et nous serons chassés, d'abord de la sous-région, ensuite du reste de l'Afrique. Le choix qui est le nôtre de vouloir ou non gagner cette guerre n'est donc pas une question secondaire, au motif que nos intérêts directs n'y seraient pas menacés, mais, à terme, une question de vie ou de mort. Ce qui se dit concernant la menace faible pour nos intérêts directs est vrai sur le plan militaire, mais faux sur le plan géopolitique.

– Le second, ce sont **les principes de la guerre contre-insurrectionnelle**, tels qu'édictees par David Galula<sup>1</sup> : la guerre contre-insurrectionnelle n'est pas une guerre militaire, mais politique. Tout y est politique : la forme de la présence, celle de la guerre et de la répression, l'action auprès des populations, l'action médiatique, l'intoxication, le renseignement, la logistique, la durée, et même l'achat de la nourriture. L'insurgé agissant caché au milieu de la population dispose d'un avantage dont il doit se servir sans jamais affronter les forces officielles directement, mais en les frappant, en les humiliant, en les moquant, de telle sorte que la légitimité des forces officielles, pour ce qui est de leur mission régaliennne de maintien de l'ordre et de la justice, apparaisse comme faible, puis inexistante, et que celle des forces insurrectionnelles les remplace aux yeux de la population. L'insurgé doit vider les forces officielles de leur pouvoir symbolique et se l'approprier. Lorsqu'il l'a fait, l'État officiel, même s'il existe encore physiquement, n'existe en réalité plus, parce qu'il n'a plus de pouvoir symbolique et que les populations ne lui obéissent plus. C'est ainsi que les «grands» révolutionnaires, comme Mao ou Castro, ont pris le pouvoir.

---

<sup>1</sup> - Voir [David Galula \(wikipedia.org\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/David_Galula) et son ouvrage majeur *Contre-insurrection : théorie et pratique*, Edns Economica, 2008. Voir [David Galula, le théoricien de la contre-insurrection | Conflits \(revueconflits.com\)](https://www.revueconflits.com/).

## **Guerre insurrectionnelle et guerre contre-insurrectionnelle**

En d'autres termes, il s'agit de mener une guerre psychologique et politique, dont l'enjeu direct ne sont pas les ennemis, mais les populations, que les forces officielles doivent se rallier à tout prix. C'est à cela que doit servir le travail dit civilo-militaire : construction ou reconstruction de routes et de ponts, d'écoles, de dispensaires, de hangars, de puits, règlement juridique des conflits, scolarisation, formation professionnelle, etc., de telle sorte que la population et ses chefs locaux se disent que, quitte à choisir un camp, ils seront mieux servis avec les forces officielles qu'avec les insurgés.

Ainsi, pour prendre un exemple, si les villageois indiquent aux insurgés l'endroit où doit passer le convoi militaire pour qu'ils y placent une bombe, les forces officielles sont perdantes. S'ils indiquent au contraire aux militaires l'endroit où les insurgés ont posé la bombe, les forces officielles sont gagnantes. Le nec plus ultra, c'est lorsque les populations se mettent à dénoncer les insurgés qui vivent au sein même de leurs villages. Là, la guerre est gagnée.

Tout cela implique une organisation militaire totalement différente. Ce ne sont pas les militaires qui doivent décider de telle ou telle action, mais des «commissaires politiques», au plus près du terrain, qui doivent tout contrôler et tout décider. Par exemple, en supposant que des militaires ont été frappés depuis l'intérieur d'un village, la réponse militaire serait que l'on frappe en retour, ne serait-ce que pour ne pas laisser l'attaque impunie. Mais si le risque est qu'une partie importante de la population en soit blessée ou traumatisée, le commissaire politique peut interdire la riposte, non pour des raisons humanitaires, mais pour empêcher que la population ne se radicalise en faveur des insurgés, ce qui est leur but premier. Une telle action n'a aucun sens sur le plan strictement militaire, mais tout son sens dans cette guerre dite «asymétrique».

La guerre insurrectionnelle (et la guerre contre-insurrectionnelle) diffère donc totalement de la guerre «classique», et elle nécessite que les forces «loyalistes» soient formées spécifiquement pour cela. Et ceci est d'autant plus difficile lorsque les forces militaires les plus compétentes qui combattent l'ennemi ne sont pas celles du pays lui-même, mais des forces étrangères alliées, qui sont censées venir uniquement en appui, comme les forces françaises au Mali. Quand c'est le cas, les insurgés ont un argument supplémentaire pour tenter de discréditer l'ennemi, en les traitant de «suppôts du colonialisme».

De plus, on comprend facilement que la guerre asymétrique est une guerre longue, parce que le processus civilo-militaire est très long. Les insurgés le savent parfaitement. Ils savent à quel point les opinions peuvent faire pression sur leur gouvernement pour faire cesser la guerre s'il y a des morts. Pour cette raison, ils vont privilégier les actions de guérilla, qui sont susceptibles d'abord de maintenir un état de tension rendant plus difficile le travail civilo-militaire, ensuite d'infliger toujours des pertes, même faibles, de façon à «saturer» les opinions ennemies par rapport à leur propre gouvernement.

Ceci, bien évidemment, impose de la part de l'État légal et de ses alliés une organisation et une communication spécifiques, afin de «tenir la distance». Si l'État ou ses alliés «regardent la montre» en se disant qu'il faut gagner vite, ils ont déjà perdu. De plus, pour être persuadés de faire durer cette guerre longtemps si nécessaire, les forces loyalistes, locales ou étrangères, doivent avoir une idée précise de ce qu'elles veulent. On ne fait pas la guerre pendant des dizaines d'années si l'on ne sait pas pourquoi.

## Les erreurs de la France dans la gestion du conflit

Tout ceci permet de comprendre à quel point nous nous sommes fourvoyés au Mali :

– D’abord, qui, parmi nos hommes politiques, a conscience des enjeux géopolitiques de la France en Afrique ? La plupart pensent, en effet, que ce «conflit des sables» qui s’éternise est bien loin de nos frontières, et qu’il ne nous concerne pas vraiment, surtout si le contexte est celui d’une perte de notre puissance et d’un appauvrissement du pays, un moment où «il faut bien faire des choix» et privilégier la modernisation de nos forces. Quelle erreur ! Ce serait, sur le plan stratégique, la même erreur que celle de laisser vieillir notre dissuasion, au motif qu’il n’y a plus de guerres nucléaires. Ce serait, à terme, nous condamner à l’impuissance. La mort lointaine est plus difficile à concevoir que la mort immédiate. Elle n’est pas pour autant moins létale...

– Ensuite, qu’avons-nous fait, vraiment, pour gagner la guerre insurrectionnelle ? En premier lieu, si nous n’avons pas de vision<sup>2</sup>, ni de motivation géopolitique, quelle raison avons-nous de «tailler un outil» politico-militaire adapté à la situation et, qui plus est, résistant à la durée ? Par ailleurs, on voit bien qu’après Serval, nous n’avons pas su évoluer. En effet, l’[opération Serval](#), en janvier 2013, était une opération de guerre «classique» : des forces militaires françaises contre d’autres forces militaires, celles des insurgés. À ce jeu, nous avons gagné facilement. Mais ensuite, lorsque les insurgés sont revenus sur leurs terres, avons-nous vraiment fait évoluer notre dispositif ou bien avons-nous, avec [Barkhane](#), fait du «classique adapté», alors qu’il fallait faire tout à fait autre chose ?

Une preuve de cela, c’est le fait que nous n’avons pas su saisir, en février 2015, l’opportunité des [accords d’Alger](#). En effet, il faut bien comprendre que l’Algérie a un intérêt absolument vital à la pacification du Nord Mali, cette zone appelée l’«Azawad» parce qu’elle compte près de 1,5 million de Touaregs, qui vivent sur son propre sol, près de sa frontière sud, et qui transitent, selon leur transhumance, vers le nord du Mali. La dernière des choses dont elle a envie, c’est qu’il se forme, au Mali ou au Niger, une sorte de «Kurdistan saharien». Pour cette raison, elle s’est dépêchée d’organiser cet accord de paix.

Mais la France ne l’a pas ratifié, craignant sans doute que l’influence algérienne dans la région ne devienne du coup trop forte. Elle pensait aussi, sans doute, au vu de son succès militaire, pouvoir «gérer la situation» toute seule. C’était une grave erreur. D’abord, parce qu’elle n’a pas compris qu’aucun accord régional ne pourrait jamais se faire, vu l’enjeu, sans les Algériens. Ensuite, parce que, ce faisant, nous avons accordé au président malien de l’époque, [Ibrahim Boubacar Keita](#), et à son gouvernement corrompu, une sorte de «rente à vie».

En effet, l’une des composantes de la guerre asymétrique, du côté des forces officielles, est bien évidemment la reconstruction et/ou la solidification de l’État, afin que les forces étrangères alliées, à un moment donné, puissent sinon se retirer complètement, du moins s’alléger. Pour cela, il est fondamental que l’État use de moyens diplomatiques pour parler aux pays étrangers, mais aussi – et c’est fondamental – aux insurgés eux-mêmes. Il faut être capable de «séparer les brebis et les boucs», de monter les insurgés les uns contre les autres<sup>3</sup>, de réintégrer dans l’espace national ceux

---

2 - Et nous n’en avons pas, et nous n’en avons probablement toujours pas...

3 - C’est ainsi, par exemple, que Ferdinand d’Aragon et Isabelle la Catholique ont défait les royaumes musulmans du Sud de l’Espagne, dont le Royaume de Grenade.

des insurgés qui l'acceptent, en leur promettant des places<sup>4</sup>, et de réduire les autres.

Pour l'État, ces négociations représentent forcément un risque. Comme par ailleurs, il est «bien protégé» par des forces étrangères, qui sont en première ligne, il lui est facile de prendre en otage son propre protecteur (qui n'aura pas envie de le destituer après l'avoir sauvé) et de se servir de ce bouclier pour se «servir» tout court, sans jamais que la négociation avec l'insurrection ne se fasse<sup>5</sup>.

Le fait que la France ait été engluée dans ce conflit pendant presque dix ans, et que, finalement, les militaires, excédés, aient fini par prendre le pouvoir par l'entremise du jeune colonel [Assimi Goïta](#) montre bien que nous n'avons pas été capables, pas plus que la situation sur le terrain, de gérer le pourrissement interne de l'État malien. Pire, alors que ses intentions étaient visiblement de changer de cap, nous avons «pris de haut» le nouveau maître du pays. Au lieu de le mettre (enfin !) en face de ses responsabilités en lui disant : «Le précédent n'a rien fait. Quelles sont vos intentions ? Comment pourrions-nous, ensemble, faire bouger les choses ?», nous avons voulu lui faire la leçon et le «punir» : nous avons retiré (sans le prévenir !) nos troupes du Nord Mali, ceci afin de nous recentrer dans la région de Gao et de Ménaka, avec la nouvelle [Task Force Takuba](#). C'est une autre erreur, non seulement diplomatique, mais aussi militaire, puisque – on l'a bien compris – on ne gagne une guerre contre-insurrectionnelle qu'en étant aussi proche que possible de la population locale. Dès que l'on s'en éloigne, c'est l'insurgé qui prend la place, et c'est perdu.

De plus, nous faisons au Mali des *chicayas* sur la présence des Russes, alors que le Mali et la Russie ont des relations amicales depuis que le Mali existe, et que Wagner est incapable de remplir les mêmes missions que nous.

Aujourd'hui, on voit bien que nous sommes en train de perdre cette guerre asymétrique : nous avons perdu le contact privilégié avec notre partenaire malien. On comprend bien qu'une telle guerre est si complexe et difficile à mettre en œuvre qu'il faut une imbrication totale, militaire et aussi politique, entre l'État local et son «parrain» extérieur. Sans cela, il est impossible de la gagner.

Alors qu'elles sont le cœur de l'affaire, les [populations locales se retournent aujourd'hui contre nous](#), preuve que nous n'avons su maîtriser ni notre action, ni notre communication. Ce sont les insurgés qui s'installent sur les territoires que nous ne contrôlons plus et que nous avons désertés à Tessalit, Kidal et Tombouctou. C'est le pire : ils les administrent, ils y font régner l'ordre et la justice, les leurs, sans doute, [mais en tout cas plus les nôtres](#).

## Revenir aux fondamentaux

Que faire ?

- En premier lieu, prendre conscience des enjeux géopolitiques. Si nous sommes convaincus qu'il s'agit d'une question vitale pour nous, nous pourrions y mettre les moyens nécessaires, nonobstant les intérêts spécifiques de nos forces armées, qui poussent les politiques à un retour des préoccupations vers la guerre «classique». Mais c'est aux politiques, et non aux militaires, de fixer les priorités stratégiques pour notre pays.
- Nous réconcilier avec notre partenaire malien. Sans cela, nous ne pourrions rien faire.

---

4 - Comme, semble-t-il, avec le Touareg Iyad Ag Ghali. Voir [Iyad Ag Ghali \(wikipedia.org\)](#).

5 - Voir [«Menace de retrait des troupes françaises du Mali»](#) dans la SRP du 9 juillet 2021.

- Organiser notre dispositif en conséquence. Si l'on doit faire une guerre asymétrique, il ne faut pas travailler comme dans une guerre classique. Il faut l'instrument adapté. Ce n'est pas seulement de troupes et de missions qu'il s'agit, mais d'une tout autre manière, révolutionnaire, de faire la guerre. Nous connaissons bien les méthodes de Galula, qu'il a appliquées lui-même avec succès en Algérie. Si nous le voulons, nous pouvons le faire. Mais le voulons-nous ?
- Nous devons parler aux autres, utiliser notre appareil diplomatique, bien mal en point. Il faut en particulier reprendre le dossier avec les Algériens, car leurs priorités n'ont pas changé : ils ne veulent ni d'un «Kurdistan», ni d'un proto-État mafieux juste sous la coque de leur bateau. C'est suffisant pour qu'ils nous écoutent. Il faut reprendre les termes des accords d'Alger et parvenir à intégrer dans un dialogue national [ceux des chefs touarègues qui le veulent bien](#).
- Enfin, nous devons comprendre que nous ne pouvons traiter ce dossier tout seuls. En effet, la guerre asymétrique nécessite de «couvrir le terrain», afin d'être toujours au plus près de la population. Ce n'est pas avec les 5 000 soldats de Barkhane – maintenant les 3 000 de Takuba, et même pas sur place –, que nous pouvons le faire. Nous sommes complètement hors du coup. Il nous faut des partenaires<sup>6</sup>. Pourquoi pas les Russes ?

L'Afrique est un continent compliqué, et la question malienne l'est plus encore. Pourtant, il est simple à comprendre que nous n'avons aucune chance de la résoudre si nous ne savons pas au départ ce que nous voulons y faire...

François Martin

Retrouvez cet article sur [srp-presse.fr](http://srp-presse.fr)

---

<sup>6</sup> - Déjà, Takuba nous a permis d'agréger 13 autres pays européens. Diplomatiquement, c'est bien, mais en termes de troupes, cela ne fait, sauf pour la Suède, que quelques dizaines de personnes...